



Europe 1

## **Mort de Maurice Audin : "Il ne faut pas réécrire l'Histoire avec des sentiments d'aujourd'hui"**

**Ce samedi, Catherine Nay décrypte le choix d'Emmanuel Macron de reconnaître "la responsabilité de l'Etat" dans la mort de Maurice Audin.**

**Question : Au nom de la République, le Président Macron a reconnu jeudi que Maurice Audin avait été torturé à mort par des militaires. Il a rendu visite à sa veuve et rappelé dans une lettre que des pouvoirs spéciaux avaient été accordés au militaire par un vote. Et qu'un système a été le terreau d'actes terribles. Un geste historique ?**

Catherine Nay : Jamais un Président n'était allé aussi loin sur le sujet. Ce geste était attendu depuis 61 ans pas la famille du mathématicien. Retour en arrière : le 11 juin 1957, en pleine bataille d'Alger, des parachutistes arrêtent à son domicile Maurice Audin, 25 ans, professeur à l'Université de sciences d'Alger. Il est 23 heures, il est le père de trois enfants, âgés de 3 ans, 18 mois et 1 mois. Sa femme ne le reverra plus. Quand elle interrogera les autorités, on lui dira qu'il s'est évadé et évaporé dans la nature. Mais on ne l'a jamais retrouvé. Depuis 50 ans, des historiens comme Pierre Vidal Naquet et des journalistes, à l'instar d'Henri Alleg racontaient une autre histoire : Audin était mort sous la torture.

Ce n'est qu'en 2014 que François Hollande reconnaîtra qu'il était mort en détention. Et il était venu à Alger inaugurer une place qui porte son nom. Car Maurice Audin est un martyr, un héros, pour les Algériens.

**Par son geste, le Président entend contribuer à réconcilier la vérité historique avec la vérité officielle.**

Très bien, mais il faut regarder l'Histoire en face, et ne pas être borgne. La vérité, c'est d'abord de rappeler le contexte. Maurice Audin était un militant anti-colonialiste, du parti communiste algérien, qui fabriquait des bombes pour le FLN. Audin était en délicatesse avec le parti communiste français qui, jusqu'en 1957, ne voulait pas entendre parler d'indépendance de l'Algérie. Que faisait-il ? Il distribuait des tracts, hébergeait des amis en cavale, ces amis-là étaient-ils des poseurs de bombes ? On était en pleine bataille d'Alger. Depuis plus d'un an, la ville vivait dans une angoisse indescriptible. Les attentats se multipliaient, des bombes explosaient dans des cafés : plus de 150 en 18 mois. Et les victimes étaient des Français d'Algérie.

A l'époque, François Mitterand, ministre de l'intérieur, déclarait : "L'Algérie, c'est la France. Il faut employer tous les moyens pour la préserver." En mars 1956, à la demande

de Guy Mollet, président du Conseil, l'Assemblée Nationale avait voté, à une écrasante majorité, socialistes et communistes réunis, les pouvoirs de police à l'armée, qui ne demandait rien. A elle de faire le sale boulot : rétablir l'ordre à Alger à tout prix. Pour les militaires, Maurice Audin travaillait contre son pays. Aujourd'hui, on dira qu'il est une victime emblématique d'une tragédie collective. Quand on voit sa photo, ses faux airs de Gérard Philippe, on compatit sur cette vie brisée, cette famille meurtrie et inconsolable, on est envahi par l'empathie et la compassion. Mais il ne faut pas réécrire l'Histoire avec des sentiments d'aujourd'hui.

**Des historiens, comme Benjamin Stora, estiment que ce geste du Président favorisera la réconciliation avec les Algériens.**

Aujourd'hui encore, en Algérie, l'histoire officielle de la guerre d'indépendance n'a jamais désavoué les méthodes terroristes du FLN. La repentance ne fait pas partie du vocabulaire. Pourquoi, chez nous, ceux qui font un procès moral à l'armée française ne demandent-ils pas les mêmes comptes aux Algériens ? Il y a toujours deux poids, deux mesures : reconnaître que Maurice Audin a été torturé, assassiné, crée un déséquilibre avec combien d'autres morts, qui elles aussi ont été affreuses. Il faut qu'un travail soit fait des deux côtés.

Le Général Massu, qui parlait de questionnement brutal pour définir la torture, racontait qu'il retrouvait dans les champs autour d'Alger des Français, des jeunes du contingent, affreusement torturés, le nez arraché, émasculés. C'était la terreur. Déjà en 2001, Emmanuel Macron, en visite à Alger, assimilait la colonisation à un crime contre l'humanité pour faire plaisir à ses hôtes, ce qui avait déclenché une vive polémique chez les rapatriés. Aujourd'hui, dans beaucoup de familles françaises, la guerre d'Algérie demeure un drame, un cauchemar pour le million de Français d'Algérie, qui eurent le choix entre la valise et le cercueil. Toutes les victimes de la guerre d'Algérie devraient avoir droit aux mêmes égards. Ce qui n'est pas le cas. L'Elysée fait savoir que le Président prépare des initiatives en ce sens.

**Cette reconnaissance du Président est annoncée trois jours avant la fête de l'Huma. Un coup de com ?**

Oui. En tout cas, l'éditorialiste de l'Humanité, qui se félicite de cette décision, en profite pour dire qu'il juge que le plan pauvreté d'Emmanuel Macron n'est pas à la hauteur des attentes. Façon de lui faire comprendre qu'il n'est pas dupe de la manœuvre et que les communistes ne se vendront pas pour un plat de lentilles.

Par **Catherine NAY**  
15 septembre 2018